

de Luxembourg.

Pour nous, il est fort difficile d'accepter ce qui est prévu parce que nous nous rendons compte que c'est impossible. Les divisionnaires me disent clairement que, face à cela, seule la police zonale sera sur l'entièreté du territoire des chemins de fer.

Je crois savoir que tout n'est pas encore totalement éclairci ni réalisé. Je vous demande donc vraiment de réfléchir à nouveau à la situation spécifique de la province de Luxembourg et d'y maintenir une antenne de la Police des chemins de fer.

Avant de venir en commission, j'ai encore contacté certaines zones pour leur demander si elles étaient d'accord d'abriter les agents de cette Police des chemins de fer pour que le coût à charge de l'État fédéral soit le plus réduit possible. La zone d'Arlon - Arlon étant la gare la plus importante dans la province de Luxembourg - est prête à accueillir les agents de cette police pour que nous puissions encore bénéficier de ses services.

Madame la ministre, ceci est une interpellation. Je ne déposerai pourtant pas de motion ni de recommandation ni de méfiance, même constructive, rassurez-vous! Cependant, il serait souhaitable, madame la ministre, que vous visitiez la province de Luxembourg pour vous rendre compte des distances importantes, d'une part, que vous rencontriez les divisionnaires, d'autre part, afin de leur exposer votre point de vue pour entamer une discussion constructive.

Ne me considérant pas comme étant de l'opposition mais plutôt comme de la minorité, l'initiative mènerait à une discussion constructive sur cette importante problématique. J'attends votre réponse en cette matière et vous remercie en espérant qu'elle sera positive.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de Daniel Senesael à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "L'accessibilité des élections de 2024 pour les personnes porteuses de handicap" (55032773C)

02 Vraag van Daniel Senesael aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De toegankelijkheid van de verkiezingen in 2024 voor personen met een handicap"

(55032773C)

02.01 Daniel Senesael (PS): Monsieur le président, madame la ministre, lors de nos échanges au sujet de votre note de politique générale pour 2023, vous nous informiez de la mise en place de plusieurs initiatives afin d'améliorer les conditions d'accès des personnes porteuses de handicap aux prochaines élections de 2024.

Dans ce cadre, vous nous indiquiez que des crédits fédéraux seraient alloués à hauteur de 65 000 euros afin d'organiser un transport gratuit des personnes en situation de handicap vers les bureaux de vote. Vous évoquiez également l'analyse de la faisabilité et l'évaluation budgétaire d'une possible mise en place d'un projet expérimental concernant l'aide aux personnes aveugles au moyen d'une matrice en braille, lors du vote "papier".

Madame la ministre, pouvez-vous nous indiquer sur quelle base seront répartis entre les communes les crédits évoqués pour l'organisation d'un transport gratuit des personnes porteuses de handicap? Suivant quel processus les administrations communales pourront-elles activer cette aide? Suivant quelle ligne directrice et quel agenda pourra-t-elle être mise en place de manière concrète?

Pouvez-vous nous donner plus de détails sur le projet d'expérimentation à l'analyse avec les associations représentant les personnes en situation de handicap? Un agenda est-il déjà prévu afin de récolter les conclusions de cette analyse?

02.02 Annelies Verlinden, ministre: Monsieur Senesael, les crédits de 65 000 euros prévus pour ce projet de déplacement gratuit des électeurs porteurs de handicap vers les bureaux de vote ne seront pas alloués aux communes. Ces crédits seront alloués via subvention à des associations spécialisées en matière de transport des personnes porteuses de handicap qui assureront l'organisation, la coordination et la mise en place de ce projet de déplacement gratuit. En Région wallonne, on peut ainsi citer l'Association des services de transport adapté.

Quant au projet d'expérimentation d'aide lors du vote traditionnel "papier" pour les personnes aveugles et malvoyantes, il s'agit d'envisager l'utilisation d'une matrice qui se pose sur un bulletin de vote et qui doit permettre à l'électeur aveugle ou malvoyant d'exprimer son choix dans

la plus grande autonomie possible.

En 2022, mon administration a eu plusieurs contacts avec des associations représentatives des personnes porteuses de handicap concernant ce projet. L'objectif est de déterminer, dans les meilleurs délais en 2023 et avec la collaboration de ces associations, les moyens les plus adéquats pour l'expérimentation, leur coût et leur possibilité de production lors des élections, sachant que les matrices devront être produites dans un temps relativement restreint entre l'arrêt des listes de candidats et le jour des élections.

Sur la base de ces éléments, il pourra être décidé, au début du second semestre 2023, si le projet peut être mené. Si tel est le cas, les mesures organisationnelles seront définies.

02.03 Daniel Senesael (PS): Madame la ministre, je vous remercie pour vos réponses.

Je ne peux qu'être satisfait du projet expérimental pour les aveugles et malvoyants, selon l'agenda et la planification que vous avez indiqués. Il sera intéressant de suivre l'évolution de ce projet, lors de la deuxième partie de cette année. Je me permettrai d'y revenir.

Pour ce qui concerne le transport des personnes porteuses de handicap, on ne peut que se réjouir du fait que les associations soient privilégiées pour assurer la coordination de cette heureuse initiative.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

03 Questions jointes de

- **Nabil Boukili à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "La fin du régime NAPAP" (55033098C)**

- **Gaby Colebunders à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "La fin de la NAPAP" (55033099C)**

- **Vanessa Matz à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "L'annonce d'une grève nationale par la police" (55033294C)**

- **Ortwin Depoortere à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "La rupture de confiance avec les syndicats de police dans le cadre du régime NAPAP" (55033329C)**

03 Samengevoegde vragen van

- **Nabil Boukili aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele**

Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "Het einde van de NAVAP-regeling" (55033098C)

- **Gaby Colebunders aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "Het einde van de NAVAP-regeling" (55033099C)**

- **Vanessa Matz aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De door de politie aangekondigde nationale staking" (55033294C)**

- **Ortwin Depoortere aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De vertrouwensbreuk met de politievakbonden i.h.k.v. de NAVAP-regeling" (55033329C)**

03.01 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Lors d'une réunion avec les organisations syndicales de la police ce mercredi, votre ministère a présenté un projet d'arrêté royal pour la fin de la NAPAP. Votre intention est d'y mettre fin en 2032, avec un détricotage progressif du dispositif d'ici à cette date.

À cette réunion, aucune documentation n'a été présentée: aucun budget, aucune information sur le nombre d'agents impactés et les avis de la CPPL et du Conseil des bourgmestres n'ont pas non plus été transmis. Pendant quatre heures, les syndicats se sont retrouvés face à un mur, votre représentant ne répondant pas à leurs questions.

Il a finalement décidé de mettre fin à la négociation. Il semblerait que l'intention soit de promulguer l'arrêté royal le plus rapidement possible.

Les syndicats déplorent que la négociation ait été tenue sans aucun respect de la concertation sociale, tant sur la forme que sur le fond. La réglementation impose notamment la signature d'un protocole d'accord ou de non-accord, ce qui n'a pas été fait.

Je souhaiterais donc vous poser les questions suivantes: Pourriez-vous nous détailler comment la réunion de ce 11 janvier s'est déroulée? Pourquoi les organisations syndicales n'ont-elles pas reçu de réponse à leurs questions ainsi que toute la documentation devant être jointe à l'arrêté royal?

Quelles sont vos intentions par rapport à cet arrêté royal? Allez-vous respecter la

réglementation applicable?

Le front commun syndical a déposé un nouveau préavis de grève. Les syndicats demandent la poursuite des négociations avec les ministres de tutelles mais aussi la ministre des pensions afin de discuter de la pénibilité du métier. Que leur répondez-vous?

De **voorzitter**: Ik zie dat de heer Colebunders en mevrouw Matz er niet zijn, dus hun vragen met respectievelijk nrs. 55033099C en 55033294C vervallen.

03.02 Ortwin Depoortere (VB): Mevrouw de minister, ik zal niet alles herhalen wat collega Boukili al heeft vermeld, maar ik wil het toch even hebben over de spaak gelopen relaties met de politievakbonden. Ik verklaar mij nader.

Bij aanvang van de vergadering van het hoog overlegcomité tussen de politievakbonden en vertegenwoordigers van Justitie en Binnenlandse Zaken van 11 januari 2023 raakte de inhoud van een schrijven van de advocaat van de minister van Justitie bekend. Daaruit blijkt zwart op wit dat er een akte bestaat die aantoont dat de minister van Justitie wel degelijk als covoorzitter van het onderhandelingscomité en de vertegenwoordiger van het ATS Justitie met volledig mandaat het protocolakkoord ondertekend heeft, hoewel hij dat heeft ontkend en de eerste minister in de plenaire vergadering enkel sprak over een kennisname. Dat alleen was blijkbaar nog niet voldoende om het vertrouwen helemaal onder het vriespunt te doen zakken. Er ontstond opnieuw een vertrouwensbreuk toen de voorzitter van het onderhandelingscomité een tekst op tafel legde die te nemen of te laten was. Zoals de heer Boukili al aanhaalde, zijn de politievakbonden absoluut niet akkoord met de gang van zaken en hebben zij intussen ook al een nieuwe stakingsaanzegging ingediend.

Ik heb hierover enkele vragen, mevrouw de minister.

Het wordt hoog tijd – ik heb u daar al meerdere malen toe aangemaand – om het vertrouwen tussen de politievakbonden en de federale regering te herstellen. U bent daarvoor de meest geschikte persoon. Wanneer zult u zelf aan de onderhandelingstafel gaan zitten? Zult u zich daarbij laten vergezellen door de minister van Justitie?

U bent nu ook op de hoogte van de bevestiging door de advocaten van de overheid, met name

meesters Chomé en Depré, dat de minister van Justitie wel degelijk wettelijk vertegenwoordigd was en wettelijk heeft ingestemd met het protocolakkoord. Wat zult u ondernemen om de gemaakte afspraken met de vakbonden te doen naleven?

Hoe ver kunt u gaan met betrekking tot de NAVAP-regeling? Uw plannen zijn bekend, maar u weet dat de vakbonden daar niet mee akkoord gaan. Is uw voorstel te nemen of te laten of is er nog onderhandelingsmarge?

Hoe reageert u op het negatief advies van zowel de VCLP als de Raad van Burgemeesters op de ontwerpakte die door de regering als te nemen of te laten op tafel is gelegd?

03.03 Annelies Verlinden, ministre: Chers collègues, je vous remercie. En effet, ce 11 janvier, le Comité de négociation pour les services de police, le CNSP, a bien eu lieu avec comme seul point à l'ordre du jour, le projet d'arrêté royal modifiant la position juridique du personnel des services de police concernant la NAPAP. Ce CNSP a commencé à 13 heures et a duré jusqu'à 18 h 30. Cela signifie que les organisations syndicales et l'autorité se sont réunies autour de la table des négociations durant plus de cinq heures.

Le régime NAPAP concerne une non-activité préalable à la pension pour une partie du personnel de police. Le régime ne s'applique pas à l'ensemble du personnel et ne constitue pas en soi un régime de pension modifié. Ce point a été inscrit à l'ordre du jour à la suite du conclave budgétaire d'octobre 2022 dans lequel le gouvernement a décidé de supprimer progressivement la NAPAP. Dans ce contexte, je reviens avec mon collègue, le ministre de la Justice et co-président du CNSP, mettre la proposition du gouvernement sur la table des négociations.

En matière de calendrier, il est important que d'ici le prochain contrôle budgétaire, soit en mars de cette année-ci, ce projet d'arrêté royal ainsi que celui sur les augmentations/corrections salariales des policiers, afin d'être exécutoires, soient d'une part soumis au processus complet de contrôle administratif et budgétaire et, d'autre part, approuvé par le gouvernement et puis soumis pour signature à notre chef d'État.

Je peux comprendre que les syndicats ne soient pas contents et qu'ils n'aient dès lors pas cessé de réitérer leurs questions. Toutefois, la

ongeacht de taal van de bestuurder. Volgens de taalwetgeving moet het pv worden opgesteld conform de bepalingen van de taalwet inzake gerechtszaken. De beoordeling of er een misdrijf is, wordt door de procureur des Konings, de rechter of, in voorkomend geval, de sanctionerend ambtenaar bepaald.

Met betrekking tot verkeersovertredingen is de taal waarin de politie een document verzendt voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanwege de regels inzake het taalgebruik op administratief gebied, in principe de taal van de persoon tegen wie aangifte wordt gedaan. Bij de huidige toepassing van de wetgeving is de politie niet verplicht om een vertaling van het pv in de taal van de dader te verzenden. Indien de persoon tegen wie het pv is opgemaakt, een verklaring heeft afgelegd, moet de politie het pv in de taal van die persoon opstellen. De politie kan het pv opstellen in het Nederlands of het Frans, indien de geverbaliseerde persoon geen verklaringen heeft afgelegd.

Wat de verhouding tussen het aantal Nederlandstalige en Franstalige agenten in de Brusselse politiezones betreft, kan ik u als eventuele voorloper op een schriftelijke vraag alvast de volgende cijfers meedelen. De politiezone Brussel-Hoofdstad Elsene kent 33,5 % Nederlandstaligen en 66,5 % Franstaligen, in Brussel-Zuid zijn er 22,2 % Nederlandstaligen en 77,8 % Franstaligen, in Brussel-Noord 24 % Nederlandstaligen en 76 % Franstaligen, in Brussel-West 26,5 % Nederlandstaligen en 73,3 % Franstaligen, in Montgomery 15 % Nederlandstaligen en 85 % Franstaligen. Door het korte tijdsbestek beschik ik nog niet over de cijfers van de politiezone Marlow.

Ten derde, Franstalige agenten kunnen inderdaad interventies uitvoeren zonder een bewijs van kennis van de tweede taal te bezitten. De Brusselse politiezones streven er echter naar tweetalige patrouilles samen te stellen om zo de communicatie met de burgers te vergemakkelijken.

Sinds de politiehervorming wordt het personeel van de geïntegreerde politie slechts in één taal aangeworven. De Brusselse zones investeren sterk in de tweetaligheid van hun personeel. Zo worden er taalcursussen en voorbereidende cursussen om het Selorcertificaat van kennis van de tweede landstaal te behalen. Die worden georganiseerd binnen of buiten de politiezones. De tweetaligheid mag als doelstelling worden meegenomen tijdens de functioneringsgesprekken

bij de evaluatie van de politieambtenaren.

10.03 **Barbara Pas** (VB): Mevrouw de minister, ik dank u voor het antwoord.

Het pv was in het Nederlands opgesteld. Als dat niet in de taal opgesteld is, kan men het perfect door de rechtbank nietig laten verklaren. Het probleem was dat de agenten zelf niet konden communiceren met de Nederlandstalige in Brussel.

Ik had zelf ook wat cijfers opgezocht en die liggen in de lijn van die van u. In 2012 was 68 % van de politieambtenaren tweetalig. Vandaag, tien jaar later, is dat nog slechts 49 %. Elk jaar gaan er een paar procentpunten af. De situatie verslechtert dus en dat is niet verwonderlijk, als men de rekruteringscijfers onder de loep neemt. In 2021 werden in 6 Brusselse politiezones 440 nieuwe agenten in dienst genomen. Slechts 27 van hen waren bij de aanwerving tweetalig. Over heel Brussel bekeken is 97,3 % van de politieambtenaren het Frans machtig, terwijl 51,4 % zich in het Nederlands kan uitdrukken.

Daarom zei ik dat een Vlaming in Brussel 1 kans op 2 heeft om in de eigen taal bediend te worden. Het kan toch niet de bedoeling zijn – in uw antwoord hebt u daarnaar verwezen – dat een Vlaming in Brussel zich in gebarentaal moet uitdrukken tegen de politiediensten.

Ik vind het voorval nog flagranter dan wat de Vlamingen in de donkerste dagen van de negentiende eeuw moesten meemaken. Toen werden ze ook beboet, maar, in tegenstelling tot nu, was er nog geen taalwetgeving. Vandaag zijn er taalwetten en die zijn van openbare orde. Het is dus tijd dat er tegen het Brusselse taalincivisme wordt opgetreden.

De situatie is een rechtstreeks gevolg van het decennialange taalincivisme van de Brusselse instellingen. Ik vind het bijzonder jammer dat daar geen enkele afdoende maatregel tegen genomen wordt.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

11 **Question de Daniel Senesael à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "L'augmentation des excès de vitesse" (55033337C)**

11 **Vraag van Daniel Senesael aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing)**

over "De toename van het aantal snelheidsovertredingen" (55033337C)

11.01 Daniel Senesael (PS): Madame la ministre, la police fédérale a récemment publié les chiffres dont elle dispose concernant les infractions routières au sein de notre pays pour le premier semestre de l'année 2022. Comparé aux premiers semestres des années précédentes, le nombre d'excès de vitesse établi entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2022 constitue un triste record. En effet, ce sont 3 124 556 infractions liées à la vitesse qui sont recensées dans ce rapport national, contre 2 333 169 sur la même période durant l'année 2021.

Ces chiffres en explosion peuvent faire craindre un sursaut de comportements de conduite dangereux, mais également illustrer une stratégie de répression des infractions routières liées à la vitesse qui fonctionne puisqu'un nombre plus important de conducteurs en excès de vitesse ont été ainsi flashés par nos radars.

Pouvez-vous nous donner vos conclusions au sujet des chiffres dévoilés dans ce rapport, ainsi que le lien existant entre une augmentation du nombre de radars présents sur nos routes et celle du nombre d'excès de vitesse durant les périodes définies?

Votre collègue, ministre de la Justice, annonçait en avril dernier la suppression des marges de tolérance et des quotas pour l'été passé à l'échelon national. Qu'en est-il de ce projet? Quel suivi apportez-vous au niveau du personnel policier et administratif afin de garantir le suivi de ces mesures?

Enfin, des initiatives de prévention, de formation ou de répression sont-elles prévues au sein de nos services de police durant les prochains mois afin de garantir une sécurité routière accrue face à la hausse du nombre d'excès de vitesse évoquée?

11.02 Annelies Verlinden, ministre: Monsieur Senesael, au cours du premier semestre de l'année 2022, plus de 3 125 529 infractions liées à la vitesse ont été constatées. Dans deux tiers des cas, la vitesse maximale autorisée a été dépassée après correction technique de moins de 11 km/h. Cette part s'inscrivant dans le même sens que les années précédentes, nous ne pouvons donc pas conclure hâtivement que l'on roule plus vite qu'avant. L'augmentation du nombre d'excès de vitesse constatée est donc davantage la conséquence du nombre croissant de contrôles.

Les appareils de contrôle plus anciens sont remplacés par de nouveaux appareils plus performants et mobiles. À divers endroits, des radars tronçon sont installés.

Au total, 186 radars tronçon sont actifs en Belgique dont 155 en Région flamande et 25 en Région wallonne. Les tolérances, à l'exception de la tolérance technique, ont pratiquement été supprimées sur les autoroutes et on ne travaille plus avec des quotas en Flandre, de sorte que l'on flashe 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. En Wallonie, les quatre derniers radars tronçon avec des marges de tolérance élevée ont été adaptés, de sorte que depuis fin août, toutes les marges sur les autoroutes belges ont été abaissées pour atteindre une tolérance technique de 6 %.

Pour veiller à ce que toutes les infractions constatées puissent être traitées, les engagements nécessaires pour les centres régionaux de traitement ont été réalisés. La prévention et la sensibilisation relèvent de la compétence des Régions. Celles-ci prévoient également un effort important pour intensifier le nombre de contrôles. Ainsi, cette année encore, 235 radars tronçon supplémentaires dont 172 en Flandre seront activés. Au total, de cette manière, 421 radars tronçon mesureront la vitesse en permanence.

Outre les contrôles journaliers, la police intégrée structurée à deux niveaux organise également, cette année encore, deux marathons de flashes, au cours desquels, à côté des contrôles fixes existants, la vitesse fera l'objet de contrôles intensifs au moyen d'appareils mobiles.

Enfin, mentionnons encore l'initiative qui a cours actuellement dans la province du Brabant wallon. Pendant le mois de février, les autorités du Brabant wallon ont décidé d'être fermes sur les excès de vitesse. Tout dépassement de la limite autorisée sera puni. Baptisée "Pied léger", une opération visant à renforcer la sécurité routière sera menée dès le 1^{er} février, et ce, à l'initiative des services du gouverneur de la province, des services de police et du parquet du Brabant wallon.

11.03 Daniel Senesael (PS): Madame la ministre, je vous remercie pour vos réponses concrètes et précises.

Comme vous, je suis d'avis qu'il ne faut pas adopter de conclusions hâtives. On se base sur des chiffres qui peuvent être expliqués, comme vous l'avez fait, en sachant que la tolérance

technique a été ramenée à 6 %.

Je me réjouis de l'augmentation du nombre de radars tronçons puisqu'ils sont actifs sept jours sur sept et vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ce qui permet un contrôle quotidien de ces excès de vitesse.

En outre, il faut également prendre en compte les opérations marathon menées par les services de police qui permettent de sensibiliser la population.

Enfin, il y a encore cette initiative de la province du Brabant wallon qui me semble intéressante et qui pourrait peut-être être faire des émules dans les autres régions du pays. Il faut voir comment on pourrait l'adapter aux autres provinces.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

12 **Vraag van Kim Buyst aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De nultolerantie voor alcohol in het verkeer" (55033344C)**

12 **Question de Kim Buyst à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "La tolérance zéro pour l'alcool au volant" (55033344C)**

12.01 **Kim Buyst (Ecolo-Groen):** Mevrouw de minister, op de regionale televisiezender ROB-tv gaf u aan voorstander te zijn van de invoering van nultolerantie voor alcohol in het verkeer.

Ik liep samen met collega Eva Platteau mee in een lokale politiezone tijdens een actie "Weekend zonder alcohol achter het stuur" en ik zag daar wat voor sterk en waardevol werk de politie ter zake levert.

Nultolerantie, dat zegt onze fractie al langer, zorgt voor meer duidelijkheid. De sociale controle zal veel meer kunnen spelen, en dat kan echt helpen om een mentaliteitsverandering te bereiken.

Ook zowel de lokale als de federale politie gaven hier in een hoorzitting die wij organiseerden naar aanleiding van een wetsvoorstel dat ik samen met collega Joris Vandenbroucke heb ingediend, aan dat nultolerantie een stap vooruit zou betekenen voor de verkeersveiligheid.

Ik ben blij dat u zich daartoe wilt engageren. Het wetsvoorstel waar ik het net over had, heeft het toen niet gehaald. Dat was natuurlijk voor u minister werd. Ik ben benieuwd naar wat wij ter

zake alsnog kunnen doen.

Zult u de invoering van nultolerantie voor alcohol verder bespreken in de schoot van de regering?

Welke maatregelen zult u in afwachting van de invoering van nultolerantie alvast zelf nemen om het rijden onder invloed echt een halt toe te roepen?

12.02 **Minister Annelies Verlinden:** Mevrouw Buyst, ik wil bij aanvang van mijn antwoord op deze belangrijke vraag iets duidelijk stellen.

Ik meen dat onze gemeenschappelijke doelstelling echt is in de toekomst nul verkeersslachtoffers te zien. Dat is een doel dat tot mijn spijt allicht zeer moeilijk gehaald zal worden. Dat neemt niet weg dat wij er ons echt voor moeten inzetten, en dat is ook wat ik probeer te doen vanuit mijn bevoegdheid.

Ik heb al vaak gesproken met politiemensen en brandweerlieden, maar ook met betrokkenen die moesten tussenbeide komen na ongevallen en met familieleden van slachtoffers. Dan gaat men natuurlijk nadenken over hoe het beter kan, hoe het beter moet. Het menselijke leed dat komt kijken bij een verkeersongeval is immers niet te overzien, nog los van alle materiële schade en van de kosten die een ongeval voor de maatschappij met zich brengt.

Elk slachtoffer is er een te veel. Elke rouwende familie is er een te veel. Zeker als het lijden een vermijdbaar gevolg is van het gebruik van alcohol of drugs achter het stuur en wanneer een overlijden vermeden had kunnen worden.

Ik heb tot mijn grote spijt moeten vaststellen dat alcohol tot vandaag nog altijd een grote killer is in het verkeer, net zoals drugs een steeds grotere killer in het verkeer zijn. En toch zijn er nog altijd mensen die menen dat zij wel zullen ontsnappen en die zich niet willen houden aan de regels, die te veel drugs of alcohol gebruiken en zo achter het stuur kruipen.

In dat kader vond van 13 tot 16 januari 2023 de vijftiende editie van het 'Weekend zonder alcohol achter het stuur' plaats. Tijdens dat weekend heeft de geïntegreerde politie bijna 48.000 bestuurders gecontroleerd. Daarvan overschreed ongeveer 1,62 % alsnog de toegestane limiet. Het is duidelijk dat die mensen moeten worden gestopt en dat we alles in het werk moeten stellen om dat gedrag een halt toe te roepen om levens te redden en menselijk leed te voorkomen.

korte termijn kunnen aangevat worden. De heer Kristian Vanderwaeren van de FOD Financiën, Douane en Accijnzen stelde in *De Standaard* heel terecht het volgende: "Onze scanapparaten staan buiten de terminals, waardoor de container naar daar moet verhuizen voor controle. Dat is altijd een risico." Zijn woorden moeten toch alle alarmbellen doen afgaan.

Daar moet iets aan worden gedaan. Daarvoor moeten er onder andere snel meer mobiele scanners komen. Ik kom net uit de commissie voor Financiën, waar ik minister Van Peteghem over hetzelfde onderwerp heb ondervraagd. Hij zei dat er volgens een objectieve oefening 24 scanners nodig zijn voor een 100 % scanning en dat er intussen 5 scanners besteld zijn. Zelfs die 5 zullen pas volgend jaar worden geleverd, terwijl ze al voor vorig jaar waren aangekondigd.

Ondertussen moeten we echter al iets doen. Zelfs wanneer alle mobiele scanners er zullen zijn, zal de vaste scanner een belangrijke rol blijven spelen en blijft een beveiligd transport nog steeds nodig. Treedt u Kristian Vanderwaeren bij? Bent u bijvoorbeeld bereid om vanuit uw bevoegdheid voor scheepvaartpolitie onmiddellijk en minstens voor de tussentijd samen met de havengemeenschap, de stad Antwerpen en uw collega Van Peteghem een shuttle of beveiligd transport te organiseren van containerterminals naar de vaste scanner voor selecties op basis van in- en uitvoeraangiften? Welk initiatief zult u daartoe nemen en welke timing hebt u voor ogen?

13.02 Minister **Annelies Verlinden**: Collega Segers, de selectie van de containers die dienen te worden gescand, gebeurt door de douane, niet door de politiediensten, aangezien de douane de dienst is die in de haven de goederenafwikkeling monitort en desgevallend op drugs controleert. Ik kan u verwijzen naar hun project "100 procent scanning van risicocontainers", dat daarmee in lijn ligt.

De begeleiding van door de douane geselecteerde containers naar hun vaste scannerinstallaties is een interne, operationele opdracht voor de douane. Zij beschikt daartoe over de nodige bevoegdheden op de openbare weg en over gewapende ploegen op het haventerrein voor die begeleiding. Hun mobiele en gemotoriseerde ploegen zijn daarvoor bevoegd.

13.03 **Ben Segers** (Vooruit): Mevrouw de minister, ik noteer uw antwoord. Ik had niet de indruk dat het een interne taak is van de douane.

Ik heb al een aantal gesprekken gehad en minstens een aantal douaniers is vragende partij om iets dergelijks te organiseren, samen met de Scheepvaartpolitie. Dat komt ook omdat de douane met hun acties een ander doel beogen. Het is inderdaad niet hun eerste taak om naar drugs op zoek te gaan en daartegen op te treden, als ze daarmee worden geconfronteerd

Ik wil u nog eens vragen om de hand te reiken aan de douane, aan de havengemeenschap, aan de stad Antwerpen, om dat samen te organiseren. Volgens mij is er geen tijd te verliezen. Ik denk dat u en de regering dat verschuldigd zijn aan de Antwerpenaren en alle andere inwoners van ons land.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 55033368C van de heer Vanden Burre wordt omgezet naar een schriftelijke vraag.

14 **Question de Daniel Senesael à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Les stands de tir et la sécurité durant les exercices de tir" (55033392C)**

14 **Vraag van Daniel Senesael aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De schietbanen en de veiligheid tijdens schietoefeningen" (55033392C)**

14.01 **Daniel Senesael** (PS): Monsieur le président, madame la ministre, ces dernières semaines, plusieurs incidents ont marqué les séances d'exercice de tir de nos agents de police. D'abord, un policier liégeois a reçu une balle dans le thorax suite à un tir accidentel de l'un des moniteurs présents; ensuite, un policier de la zone de police du Val de l'Escaut, dont je préside le collège, a tiré de manière involontaire sur son collègue situé sur la ligne d'à côté, suite à un sursaut provoqué par le rebond d'une douille de balle chaude sur sa peau.

Si le premier incident relèverait, selon la presse, de l'utilisation involontaire d'une arme réelle lors d'un exercice au sein d'un hangar requérant l'usage d'armes factices, le second incident, s'est déroulé, pour sa part, au sein d'un stand de tir lors d'un entraînement encadré par la circulaire GPI 48.

Les deux situations ne peuvent être comparées, mais elles posent néanmoins de nombreuses

interrogations et possibilités de réflexion quant à l'organisation des exercices de nos policiers et à la formation de ces derniers.

Par ailleurs, notre pays connaît un manque structurel de centres de tir disponibles. Si 30 stands étaient prévus en 2016 pour l'horizon 2030, nous ne comptons, à ce jour, que 14 stands pour accueillir nos policiers dans le cadre de leur entraînement.

Madame la ministre, des initiatives sont-elles ou seront-elles entreprises par vos services afin d'augmenter le nombre de stands de tir pour nos policiers et selon quel agenda?

De manière concrète, est-il envisageable de faire évoluer la circulaire GPI 48 ainsi que le matériel de nos policiers afin que ceux-ci soient protégés au maximum durant leurs séances d'exercices de tir? Je pense, par exemple, à l'ajout d'une protection du cou, à une séparation de protection entre les tireurs ou encore à l'imposition d'une distance réglementaire entre les policiers.

Il me revient du terrain qu'il est obligatoire de requérir la présence d'un seul moniteur durant ces séances. Pourrait-on envisager la présence d'au moins deux moniteurs afin que l'un d'entre eux se charge des lignes de tir, et l'autre de la sécurisation des agents?

Enfin, dans ce contexte, quelle place la sensibilisation prend-elle dans le cadre de la formation de base et continue de nos policiers? Ne pourrait-elle pas être encore renforcée?

14.02 **Annelies Verlinden**, ministre: Monsieur Senesael, je confirme que l'intention reste bien d'augmenter les capacités en centres de tir sur la base du plan directeur de la police fédérale qui doit être mis en œuvre par la Régie des Bâtiments. Elle travaille en ce sens au déploiement d'une capacité supplémentaire pour Bruxelles par la construction de centres de tir au sein du complexe d'Etterbeek.

L'étape suivante sera l'extension des capacités pour les arrondissements d'Anvers et de Flandre orientale au travers du développement des projets pour les sites de Valaar et Groendreef à Gand. Le développement du centre d'entraînement à Westakker disposera aussi d'une capacité en stands de tir. Celui de la police fédérale à Hasselt a fait l'objet d'une rénovation de qualité menée en excellente collaboration avec la Régie des bâtiments et la police fédérale.

Dans l'attente de l'extension des capacités que la Régie des Bâtiments doit mener à bien, la police fédérale rivalise de créativité pour identifier des capacités externes pour leurs entraînements en GPI 48, que cela soit au travers de la location de stands de tir de partenaires publics ou privés.

Les incidents et événements regrettables de ces dernières semaines ont retenu mon attention. Il existe néanmoins assez de règlements et directives concernant la sécurité lors d'exercices de mise en situation et d'entraînements dans les stands de tir. Par exemple, la circulaire GPI 89 précise que seules les armes d'entraînement peuvent être utilisées pour les exercices de mise en situation. La circulaire GPI 48 détermine des normes minimales d'encadrement, le nombre de moniteurs par tireur sur le stand de tir lors de jeux de rôle ou d'exercices de tir.

Les interventions techniques telles que l'augmentation de la distance entre les tireurs ou les déplacements de cloisons réduiront le réalisme des entraînements et jeux de rôle. La surveillance et le contrôle du respect des directives de sécurité incombent à la hiérarchie responsable de l'entité policière.

Aujourd'hui, le manuel sur les jeux de rôle est en cours d'actualisation par l'ajout de directives par la circulaire GPI 89. La priorité sera donnée à ce manuel. La diffusion de ce guide a tous les spécialistes de la maîtrise de la violence sera déjà un bon rappel des consignes de sécurité existantes.

14.03 **Daniel Senesael** (PS): Madame la ministre, je vous remercie pour vos éléments de réponse.

Ce que je retiendrai et qui me semble le plus important pour l'instant, c'est l'actualisation de ce manuel qui permettra le rappel des consignes de sécurité et une sensibilisation. On sait, madame la ministre, que l'enseignement est lent et répétitif. Il faut donc parfois revenir avec des outils, que ce soit le manuel ou une circulaire, pour rappeler l'importance, comme vous l'avez signalé, de la ligne hiérarchique et de la prise en considération des potentiels incidents et, surtout, mettre en place une surveillance accrue et un nombre de moniteurs suffisant pour que cette sécurité soit effective. Je vous remercie pour le suivi qu'il vous plaira de réserver à ce dossier.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*